

États financiers consolidés intermédiaires non audités de

MEGA Brands Inc.

Trimestres terminés les 31 mars 2011 et 2010



Comptes du résultat intermédiaires consolidés non audités

(en milliers de dollars US, sauf les données par action)

	Note	Trimestres terminés les 31 mars,	
		2011	2010
		\$	\$
Chiffre d'affaires net		51 036	49 145
Coût des produits vendus		33 224	32 555
Marge brute		17 812	16 590
Frais de marketing et de publicité		2 864	2 634
Frais de recherche et de développement		3 276	3 053
Autres frais de vente, de distribution et d'administration		17 910	31 385
Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise	4	168	168
Perte de change		121	202
Résultat d'exploitation		(6 527)	(20 852)
Frais financiers		4 673	11 382
Gain sur règlement de dette	8	-	(144 338)
		4 673	(132 956)
Résultat net avant impôts		(11 200)	112 104
Impôts sur le résultat			
Exigibles		(1 451)	6 840
Différés		(485)	2 243
		(1 936)	9 083
Résultat net		(9 264)	103 021
Résultat net par action			
De base	6	(0,03)	2,39
Dilué	6	(0,03)	2,39

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



États consolidés du résultat global intermédiaires non audités

(en milliers de dollars US)

	Note	Trimestres terminés les 31 mars,	
		2011	2010
		\$	\$
Résultat net		(9 264)	103 021
Autres éléments du résultat global:			
<i>Montant cumulé des différences de conversion</i>	4	(566)	(2 589)
Autres éléments du résultat global		(566)	(2 589)
Résultat global		(9 830)	100 432

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



Bilans consolidés non audités

(en milliers de dollars US)

		31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	Note	\$	\$	\$
Actif				
Actif courant				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		16 574	5 277	26 763
Clients et autres débiteurs		78 696	123 194	112 517
Stocks		64 616	51 135	46 247
Instruments financiers dérivés	12	581	414	-
Charges payées d'avance		10 463	11 039	12 806
Total actifs courants		170 930	191 059	198 333
Actif non courant				
Immobilisations corporelles	7	28 987	21 501	21 210
Actifs incorporels		23 509	23 615	24 278
Goodwill		30 000	30 000	30 000
Instruments financiers dérivés	12	223	309	-
Impôts différés actifs		7 106	7 097	6 394
Total de l'actif		260 755	273 581	280 215
Passif				
Passif courant				
Fournisseurs et autres créditeurs		54 280	62 686	69 016
Impôts sur les bénéfices		16 717	16 857	10 729
Instruments financiers dérivés	12	1 693	970	-
Tranche à court terme de la dette à long terme	8	26	35	944
		72 716	80 548	80 689
Passif non courant				
Dette à long terme	8	129 566	125 507	395 940
Instruments financiers dérivés	12	261	19	7 340
Impôts différés passifs		-	-	764
		129 827	125 526	404 044
Capitaux propres				
Capital-actions	9	429 007	429 007	308 678
Bons de souscription	9	24 430	24 430	-
Surplus d'apport		2 517	1 982	558
Déficit	4	(391 916)	(382 652)	(513 754)
Cumul des autres éléments du résultat global	4	(5 826)	(5 260)	-
Capitaux propres		58 212	67 507	(204 518)
Total du passif et des capitaux propres		260 755	273 581	280 215

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



État consolidé des variations des capitaux propres non audités

(en milliers de dollars US)

		Capital- actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total Capitaux propres
	Note	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde – 1er janvier 2010		308 678	-	558	(513 754)	-	(204 518)
Résultat net de la période		-	-	-	103 021	-	103 021
Autres éléments du résultat global	4	-	-	-	-	(2 589)	(2 589)
Émission d'actions en règlement de dettes	9	37 869	-	-	-	-	37 869
Émission d'actions en contrepartie d'espèces	9	85 859	-	-	-	-	85 859
Frais d'émission d'actions	9	(3 399)	-	-	-	-	(3 399)
Émission de bons de souscription	9	-	25 395	-	-	-	25 395
Frais d'émission des bons de souscription	9	-	(965)	-	-	-	(965)
Solde – 31 mars 2010		429 007	24 430	558	(410 733)	(2 589)	40 673
Résultat net de la période		-	-	-	28 081	-	28 081
Cumul des autres éléments du résultat global	4	-	-	-	-	(2 671)	(2 671)
Rémunération à base d'actions		-	-	1 424	-	-	1 424
Solde – 31 décembre 2010		429 007	24 430	1 982	(382 652)	(5 260)	67 507
Résultat net de la période		-	-	-	(9 264)	-	(9 264)
Cumul des autres éléments du résultat global		-	-	-	-	(566)	(566)
Rémunération à base d'actions		-	-	535	-	-	535
Solde – 31 mars 2011		429 007	24 430	2 517	(391 916)	(5 826)	58 212

Le cumul des autres éléments du résultat global est composé uniquement d'écarts de conversion cumulatifs.

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



États consolidés des flux de trésorerie non audités

(en milliers de dollars US)

	Note	Trimestres terminés les 31 mars,	
		2011	2010
		\$	\$
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles			
Résultat net de la période		(9 264)	103 021
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	7	2 404	2 491
Amortissement des actifs incorporels		105	166
Gain sur règlement de dette	8	-	(149 304)
Régimes de rémunération à base d'actions		535	-
Frais financiers		4 673	11 382
Radiation des frais de financement reportés	8	-	2 967
Impôts sur les bénéfices		(1 936)	9 083
Perte (gain) de change		(31)	1 970
		(3 514)	(18 224)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	11	22 211	33 314
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)		1 312	(141)
Frais d'intérêts payés		(92)	(16 826)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		19 917	(1 877)
Activités de financement			
Remboursement sur la dette à long terme	8	(14)	(216 024)
Émission de débetures	8	-	120 732
Émission d'actions	9	-	85 859
Émission de bons de souscription	9	-	23 776
Frais de financement reportés	8	-	(7 937)
Frais d'émission d'actions	9	-	(3 399)
Frais d'émission des bons de souscription	9	-	(965)
Flux de trésorerie sur activités de financement		(14)	2 042
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(8 575)	(1 997)
Flux de trésorerie sur activités d'investissement		(8 575)	(1 997)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et équivalents		(31)	(115)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
		11 297	(1 947)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		5 277	26 763
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		16 574	24 816

Aux fins de la présentation de l'information comparative de 2010, la Société a ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR du Canada »). Se reporter à la note 4 des présents états financiers consolidés intermédiaires pour des explications concernant la transition aux IFRS.



(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars US, à l'exception des données par action)
(non audités)

1. Informations générales

MEGA Brands Inc. (« MEGA Brands » ou la « Société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et dont les actions sont négociés à la Bourse de Toronto. Le siège social et établissement principal de la Société est situé au 4505, rue Hickmore, Montréal (Québec) Canada H4T 1K4.

La Société et ses filiales (le « Groupe ») conçoivent, fabriquent et commercialisent une vaste gamme de jouets, de produits de papeterie et de jeux d'activités. La Société vend et distribue ses produits dans plus de 100 pays sous les marques MEGA BLOKS, ROSE ART, MEGA PUZZLES, MEGA GAMES et BOARD DUDES.

2. Principales conventions comptables

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (Manuel de l'ICCA)*. En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière (IFRS) et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable à partir de cette date. Dans les présents états financiers, les PCGR du Canada s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux IFRS applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, notamment à la Norme comptable internationale 34, « *Information financière intermédiaire* » et IFRS 1, « *Première adoption des Normes internationales d'information financière* ». Sauf pour certains choix liés à la transition présentés à la note 4 aux états financiers consolidés, la Société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 4 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la Société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les méthodes appliquées pour les états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 11 mai 2011, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui seront appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. La note 4 présente certaines informations liées aux IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui ne sont pas fournies dans les états financiers annuels de 2010.

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS nécessite le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également que la direction exerce son jugement dans le processus d'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui nécessitent un degré plus élevé de jugement ou de complexité ou les aspects comportant des hypothèses et des estimations significatives pour les états financiers consolidés sont présentés à la note 3.

Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur, notamment des instruments dérivés.

Consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers de la Société et ceux de ses filiales depuis la date de leur acquisition.

Les filiales sont les entités que le groupe contrôle parce qu'il a le pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles. Ce contrôle s'accompagne généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui peuvent actuellement être exercés ou convertis sont pris en compte pour évaluer si le groupe contrôle une autre entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle le groupe obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée dans le cadre de l'acquisition d'une filiale comprend la juste valeur des actifs transférés, les passifs engagés et les participations émises par le groupe, s'il en est. La contrepartie transférée inclut la juste valeur des actifs et passifs découlant d'une entente de considération conditionnelle. Les coûts de transaction liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et les passifs éventuels pris en charge lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Sur la base de chaque acquisition individuelle, le groupe comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans une acquisition soit à la juste valeur, soit à la proportion des actifs nets de la société acquise qui correspond à la participation ne donnant pas le contrôle.

L'excédent de la contrepartie transférée, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une société acquise ou de la juste valeur à la date d'acquisition de toute prise de participation antérieure dans la société acquise, en comparaison de la portion des actifs nets identifiables détenus par le groupe, est comptabilisé sous forme de goodwill. Si ce montant est inférieur à la juste valeur des actifs nets de la filiale, dans le cas d'une acquisition à rabais, la différence est comptabilisée directement dans le compte de résultat.

Les transactions, soldes, produits et charges non réalisés lors de transactions intragroupe sont éliminés lors de la consolidation.

Informations sectorielles

Les informations sectorielles sont présentées selon les secteurs d'activités de la Société. La Société gère ses activités en fonction de deux secteurs géographiques, l'Amérique du Nord (les États-Unis et le Canada) et l'International.

Pour chaque secteurs géographiques, la Société axe ses activités de vente et de commercialisation sur deux gammes de produits, la gamme Jouets et la gamme Papeterie et jeux d'activités, comme suit :

- La gamme Jouets comprend les jouets de construction MEGA BLOKS^{MD}, les casse-tête MEGA PUZZLES^{MD} et les jeux de société MEGA GAMES^{MD}.
- La gamme Papeterie et jeux d'activités comprend les produits reliés au dessin et les ensembles d'artisanat et d'activités ROSE ART^{MD}, les tableaux blancs et accessoires BOARD DUDES^{MD}, et les instruments pour écrire.

Ces secteurs opérationnels rendent compte de la manière dont l'information financière est présentée au principal décideur opérationnel. Le conseil d'administration et le chef de la direction constituent le principal décideur opérationnel de la Société. Ils sont responsables de la prise de décision stratégique, de la répartition des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels.

Conversion des monnaies étrangères

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

En vertu de la norme IAS 21 « *Effets des variations des cours des devises* » les entités doivent prendre en considération les indicateurs principaux et les indicateurs secondaires pour déterminer la monnaie fonctionnelle. Les indicateurs principaux sont plus proches de l'environnement économique dans laquelle l'entité exerce principalement ses activités et se voient attribuer une pondération plus importante. Les indicateurs secondaires offrent une preuve additionnelle pour la détermination de la monnaie de fonctionnement d'une entité.

Une fois la monnaie fonctionnelle d'une entité déterminée, elle devrait être utilisée de façon constante, à moins que ne surviennent des changements importants dans la situation économique, ou dans certains événements ou conditions, qui entraînent un changement de monnaie fonctionnelle.

Le changement de monnaie fonctionnelle est comptabilisé en convertissant de façon prospective, à compter de la date de changement, tous les éléments dans la nouvelle monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date du changement.

Historiquement, la société mère, « MEGA Brands Inc. », utilisait le dollar US comme monnaie de fonctionnelle, sur la base d'une analyse des indicateurs principaux et secondaires. À la suite de l'opération de restructuration du capital complétée le 30 mars 2010 (note 4), le choix de monnaie fonctionnelle utilisée par la société mère a été réévalué et la direction a conclu que, dorénavant, la monnaie fonctionnelle la plus appropriée pour la société mère serait le dollar canadien. Le changement de monnaie fonctionnelle a été appliqué de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2010.

Ces états financiers consolidés sont cependant présentés en dollars US qui, selon l'avis de la direction, demeure la monnaie de présentation la plus appropriée en raison de ses activités mondiales, des besoins de ses utilisateurs, ainsi qu'aux fins de comparaison avec ses principaux concurrents.

b) Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change en vigueur à la date des transactions ou la date d'évaluation lorsque ces postes sont réévalués. Les gains ou pertes de change découlant du règlement de telles transactions et de la conversion, aux cours de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les gains et pertes de change sont présentés dans le compte de résultat au poste « perte (gain) de change ».

c) Entités du groupe

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis à la monnaie de présentation comme suit :

- (i) les actifs et les passifs de chaque bilan sont convertis au cours de clôture à la date du bilan ;
- (ii) les produits et les charges de chaque état des résultats sont convertis au cours moyens (à moins que cette moyenne ne soit pas considéré comme une approximation raisonnable de l'incidence cumulative des taux en vigueur aux dates de transaction, en quel cas, les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur aux dates des transactions; et
- (iii) toutes les variations qui en résultent sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

À la consolidation, les écarts de taux de change associés à la conversion de l'investissement dans un établissement à l'étranger, tout comme les emprunts et les autres instruments monétaires désignés comme instruments de couverture de ces investissements, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsque survient une sortie partielle ou la vente d'un établissement à l'étranger, les différences de taux de change enregistrées dans les capitaux propres sont alors comptabilisées dans le compte de résultat au poste « gain ou perte sur la vente ».

Le goodwill ou les ajustements à la juste valeur associés à l'acquisition d'une entité étrangère sont traités comme actif et passif de l'entité étrangère et convertis au cours de change de clôture.

Les capitaux propres sont convertis au cours de change historique.

Constatation des produits

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés i) lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société, ii) les marchandises ont été livrées aux clients et ceux-ci en ont pris possession et en ont assumé le risque de perte, iii) le recouvrement de la créance est probable, et iv) le prix de vente est déterminé ou déterminable. Les provisions pour rabais et incitatifs accordés aux clients ainsi que les provisions pour produits défectueux sont comptabilisées au moment où les produits correspondants sont constatés.

Rabais du fournisseur

La contrepartie en trésorerie reçue d'un fournisseur est réputée constituer une réduction du prix des produits ou des services du fournisseur et doit en conséquence être comptabilisée en réduction du coût des produits vendus et des stocks connexes au compte de résultat consolidé et au bilan consolidé de la Société.

Autoassurance

La Société est autoassurée principalement à l'égard des produits MAGNETIX fabriqués avant le 1^{er} mai 2006 et à l'égard de certains incidents liés aux produits le ou après le 1^{er} décembre 2006. Les provisions techniques au titre de cette autoassurance sont établies par la direction, qui se fonde sur les sinistres rapportés et sur une estimation des sinistres survenus, mais non encore rapportés.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont imputés aux résultats, déduction faite des crédits d'impôt connexes. Les frais de développement sont portés aux résultats, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sauf s'ils satisfont aux critères de capitalisation.

Frais financiers

Les frais financiers comprennent les charges d'intérêts sur les dettes, l'amortissement des coûts de transaction reliés aux transactions sur la dette et l'accumulation des intérêts sur les dettes. Tous les coûts d'emprunt sont inscrits aux résultats en comptabilité d'exercice, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus financiers de la Société ne sont pas significatifs.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes selon les fins pour lesquelles elle a acquis les instruments :

a) Instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont des actifs financiers détenus à des fins de transactions. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis principalement en vue d'être vendu dans un proche avenir. Les dérivés sont aussi classés dans cette catégorie. Les actifs de cette catégorie sont classés comme courants sauf pour la partie que l'entité s'attend à régler à l'intérieur des 12 prochains mois, autrement ils sont classés comme étant non courants.

Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement et ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction sont passés en charges dans le compte de résultat. Les profits et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés dans le compte de résultat au poste « Perte (gain) de change » au cours de l'exercice où ils surviennent.

La Société utilise certains produits dérivés, sous forme d'opération de change à terme, afin de gérer le risque associé aux devises étrangères. Tous les produits dérivés ont été classés comme détenus à des fins de transactions et sont inclus aux bilans consolidés au poste « Instruments financiers dérivés ». Ils sont considérés courants ou non courants, selon l'échéance contractuelle spécifique de chaque instrument.

b) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans l'actif courant à l'exception des prêts et créances dont la date d'échéance est de plus de 12 mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés comme étant non courante. Les prêts et créances de la Société se composent de la « trésorerie et des équivalents de trésorerie » et des « clients et autres débiteurs » au bilan consolidé. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir, moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener les prêts et créances à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur.

c) Passifs financiers au coût amorti

Les passifs financiers au coût amorti comprennent les fournisseurs et autres créditeurs, les charges à payer et la dette à long terme. Les fournisseurs et autres créditeurs sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les fournisseurs et autres créditeurs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts bancaires et la dette à long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur, après déduction des coûts de transaction engagés, et ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode de l'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les 12 mois. Autrement, ils sont présentés dans le passif non courant.

Le tableau ci-après résume les catégories d'instruments financiers de la Société :

Instrument financier	Catégorie	Évaluation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti
Comptes débiteurs et autres comptes débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Fournisseurs et autres créditeurs	Passifs financiers au coût amorti	Coût amorti
Instruments financiers dérivés	À la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Facilité de crédit adossée à des actifs	Passifs financiers au coût amorti	Coût amorti
Dette à long terme	Passifs financiers au coût amorti	Coût amorti

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. S'il existe une telle indication, la Société comptabilise une perte de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti de la façon suivante : la perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur.

Instruments financiers hybrides

Les instruments financiers hybrides sont constitués de débentures convertibles libellées en dollars canadiens et émises en 2008, pouvant être converties en capital-actions au choix du détenteur. Puisque ces débentures convertibles étaient libellées en devise étrangère, elles comportaient une option écrite permettant au détenteur d'échanger cette option libellée en devise étrangère contre un nombre déterminé d'actions libellées dans la monnaie de fonctionnelle. Cette option constituait un instrument financier dérivé, d'abord comptabilisé à la juste valeur et mesuré subséquentement à la juste valeur par le biais du résultat net.

La composante de passif des débetures convertibles a d'abord été comptabilisée à la juste valeur. Après sa comptabilisation initiale, la composante de passif de l'instrument financier hybride a été mesurée au coût après amortissement de la prime, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction directement attribuables ont été alloués au passif et aux options en fonction de leur valeur comptable initiale. Les débetures convertibles ont été remboursées le 31 mars 2010, dans le cadre de l'opération de restructuration du capital de la Société, décrite à la note 8.

Les emprunts sont classés comme passifs courants, sauf si la Société est détentrice d'un droit inconditionnel de reporter le règlement du passif pour au moins 12 mois après la période de présentation de l'information.

Capital social

Les actions ordinaires émises en contrepartie pour des biens et des services sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ou de bons de souscription sont comptabilisés en déduction du produit d'émission, nets d'impôt.

Rémunération fondée sur des actions

La Société offre un régime de rémunération à base d'actions en vertu duquel elle attribue des options sur actions à certains employés. La juste valeur de chacune des tranches est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits de la tranche selon le nombre d'options attribuées qui devraient être acquises, et vient accroître le surplus d'apport. Le nombre d'options attribuées devant être acquises est révisé au moins une fois par an, et toute incidence est comptabilisée immédiatement.

Le régime d'unités d'actions (« RUA ») de la Société, en vigueur depuis le 24 février 2005, permet au conseil d'administration d'attribuer des primes sous forme d'unités d'actions qui peuvent être tributaires du temps et/ou du rendement, et de façon générale deviennent acquises sur une période de trois ans. Le régime ne crée aucune dilution, et les unités sont réglées en actions acquises sur le marché secondaire, ou en trésorerie, au gré de la Société. Les unités d'actions sont comptabilisées à titre de passifs, en fonction de leur juste valeur, laquelle est établie d'après le cours des actions ordinaires à la fin de chaque période. Elles sont réévaluées à la fin de chaque période et le (gain) perte est comptabilisé au poste « autres frais de vente, de distribution et d'administration » au compte de résultat. Les unités d'actions sont passées en charges et portées au crédit, sous paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie, sur la période d'acquisition des droits qui s'y rattachent.

Le 29 mars 2007, la Société a adopté le régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Les unités d'actions sont comptabilisées à titre de passifs, en fonction de leur juste valeur, laquelle est établie d'après le cours des actions ordinaires à la fin de chaque période. Elles sont réévaluées à la fin de chaque période et le (gain) perte est comptabilisé au poste « autres frais de vente, de distribution et d'administration » au compte de résultat. Les unités d'actions sont passées en charges et portées au crédit, sous paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie, sur la période d'acquisition des droits qui s'y rattachent.

Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments ayant un effet dilutif. Le nombre d'actions inclus relativement aux options est calculé au moyen de la méthode de rachat d'actions. L'effet dilutif des bons de souscription, dont le produit d'exercice doit servir au remboursement des débetures, est calculé en présumant que les produits d'exercice sont utilisés au rachat de la dette au prix moyen du marché plutôt qu'à l'achat d'actions ordinaires au moyen de la méthode de rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions s'applique toutefois à tout produit provenant d'un exercice présumé qui excéderait le montant attribué au rachat présumé de dette. Les intérêts versés sur la dette visée par le rachat présumé, déduction faite des impôts, sont ajoutés sous forme d'ajustement au numérateur. Les actions ordinaires potentiellement dilutives de la Société comprennent les options sur actions attribuées aux membres du personnel et les bons de souscription.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent l'encaisse et les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire dont l'échéance est d'au plus trois mois.

Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont les montants à recevoir des clients pour les marchandises vendues dans le cours normal des affaires. Lorsque leur perception est prévue en un an ou moins, ils sont classés sous « Actifs courants ». Sinon, ils sont présentés comme « Actifs non courants ». Les clients et autres débiteurs sont constatés initialement à leur juste valeur et ils sont évalués subséquemment au coût amorti en utilisant la méthode d'intérêt effectif, moins la provision pour perte de valeur.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur marchande. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti et, le cas échéant, comprend les matériaux, la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts variables nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties selon le mode d'amortissement linéaire, de la façon suivante :

Bâtiments	25 ans
Matériel et outillage	De 3 à 15 ans
Matériel informatique	De 3 à 5 ans
Améliorations locatives	Sur la durée des baux

Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus chaque année et ajustés au besoin.

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans le coût des produits vendus ou les autres frais de vente, de distribution et d'administration dans le compte de résultat.

Subventions gouvernementales

Les subventions gouvernementales pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût de ces immobilisations corporelles. Les subventions gouvernementales visant la création d'emplois sont portées au compte de résultat, en diminution des charges connexes, lorsque les conditions pertinentes sont remplies.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels dotés d'une durée de vie utile limitée sont comptabilisés au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé. Ils comprennent les relations clients, qui sont amorties sur 20 ans, et les clauses de non-concurrence, qui sont amorties sur cinq ans. Les actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéterminée, composés de l'appellation commerciale, sont comptabilisés au coût et ils sont constatés au coût moins les pertes de valeur cumulées.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et il est comptabilisé au coût moins les pertes de valeur cumulées. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation le 31 décembre de chaque année ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur. Les pertes de valeur sur le goodwill ne sont pas renversées.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs qui sont amortis font l'objet de tests de dépréciation par la direction lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

La perte de valeur comptabilisée correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Aux fins de la détermination de la dépréciation, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont indépendants des flux de trésorerie d'autres groupes d'actifs (unités génératrices de trésorerie ou UGT). Les actifs non financiers autres que le goodwill ayant subi une dépréciation sont évalués à chaque période afin de déterminer s'il y a une possibilité de reprise.

Le goodwill et l'appellation commerciale ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Le goodwill acquis à travers d'un regroupement d'entreprises est affecté à chacune des UGT ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises connexe. Un groupe d'UGT représente au sein de l'entité le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur opérationnel.

Charge d'impôt exigible et différé

La charge d'impôt sur le résultat de l'exercice comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres; dans ce cas, l'impôt est aussi comptabilisé directement en capitaux propres.

L'impôt exigible est calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan dans les pays où la Société et ses filiales opèrent et génèrent des revenus imposables. La direction évalue de façon périodique les positions qu'elle a prises à l'égard des impôts sur les revenus lorsque la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions, si approprié, sur la base des montants qu'elle prévoit devoir payer aux autorités fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en utilisant la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté s'il survient de la comptabilisation initiale du goodwill et de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas une acquisition d'entreprise et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable. L'impôt différé est calculé au moyen des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt sera réalisé ou le passif d'impôt sera réglé.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable futur auquel la différence temporelle pourra être imputée.

Un actif ou un passif d'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporelles liées à des participations dans des filiales sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont compensés lorsqu'il existe un droit légal valide de compensation des actifs d'impôts futurs par les passifs d'impôts futurs, ou lorsque les actifs et les passifs d'impôts futurs se rapportent à des impôts sur le revenu exigés par la même autorité fiscale sur : soit la même entité imposable, soit des entités imposables différentes à l'égard desquelles il existe une intention d'équilibrer les comptes sur une base nette.

L'impôt sur le résultat comptabilisé au titre des périodes intermédiaires est déterminé au moyen du taux d'impôt qui s'appliquerait au résultat annuel total attendu.

Fournisseurs et autres crédateurs

Les fournisseurs et autres crédateurs sont des obligations de paiement pour des biens et des services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les comptes payables sont classés aux passifs courants si le paiement est exigible en un an ou moins. Les fournisseurs et autres crédateurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, ils sont évalués subséquemment au coût amorti au moyen de la méthode de l'intérêt effectif.

Provisions

Les provisions pour les obligations juridiques sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être évalué de façon fiable. Des provisions ne sont pas constatées pour des pertes d'exploitation futures.

Les provisions sont évaluées au moyen de la valeur actuelle des sorties de fonds qui seront nécessaires pour s'acquitter de cette obligation, en utilisant un taux avant impôt tenant compte de l'évaluation de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est constatée comme charge d'intérêt.

Normes comptables publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

Norme internationale d'information financière 9 Instruments financiers (« IFRS 9 »)

IFRS 9, publiée en novembre 2009, renferme des dispositions applicables aux actifs financiers. Elle porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les catégories multiples et les modèles d'évaluation énoncés dans IAS 39 pour les instruments de créance par un nouveau modèle d'évaluation mixte comportant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles pour l'évaluation des instruments de capitaux propres, ces instruments étant comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un remboursement du placement. Cependant, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments demeurent indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Les dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010, et elles correspondent essentiellement aux dispositions énoncées dans IAS 39 « *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* », à l'exception du fait que les variations de la juste valeur des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables au risque de crédit seraient généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

La norme s'appliquera aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et son adoption anticipé est autorisée. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de la norme ni si elle l'adoptera par anticipation.

3. Estimations et jugements comptables critiques

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté des actifs et des passifs à la date des états financiers, ainsi que sur le montant du chiffre d'affaires et des charges constatés pour l'exercice ou la période intermédiaire. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations les plus importantes de la direction portent sur l'évaluation de la provision de fin d'exercice sur les clients et autres débiteurs, l'évaluation des stocks, des impôts futurs, des actifs incorporels, du goodwill, des diverses réserves et provisions, des impôts sur le résultat, de la monnaie fonctionnelle et sur l'évaluation des instruments financiers dérivés.

4. Passage aux IFRS

La date de transition de la Société est le 1^{er} janvier 2010. La Société a établi son bilan d'ouverture à cette date. L'incidence du passage aux IFRS par la Société est résumée dans cette note comme suit :

Rapprochement de la situation financière à l'avoir des actionnaires au 1^{er} janvier 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débiture convertible	Impôts différés	Écart de conversion		
Actifs									Actif
Actif à court terme									Actif courant
Trésorerie et équivalents de trésorerie		26 763	-	-	-	-	-	26 763	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Comptes débiteurs		112 517	-	-	-	-	-	112 517	Clients et autres débiteurs
Stocks		46 247	-	-	-	-	-	46 247	Stocks
Impôts différés	4d)	4 197	-	-	-	(4 197)	-	-	
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Frais payés d'avance		12 806	-	-	-	-	-	12 806	Charges payées d'avance
		202 530	-	-	-	(4 197)	-	198 333	
Immobilisations corporelles		21 210	-	-	-	-	-	21 210	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels		24 278	-	-	-	-	-	24 278	Actifs incorporels
Écarts d'acquisition		30 000	-	-	-	-	-	30 000	Goodwill
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Impôts différés	4d)	2 197	-	-	-	4 197	-	6 394	Impôts différés actifs
		280 215	-	-	-	-	-	280 215	
Passif									Passif
Passif à court terme									Passif courant
Comptes créditeurs et charges à payer	4a)	67 290	1 726	-	-	-	-	69 016	Clients et autres créditeurs
Impôts sur les bénéfices		10 729	-	-	-	-	-	10 729	Impôts sur les bénéfices
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Tranche à court terme de la dette à long terme		944	-	-	-	-	-	944	Tranche à court terme de la dette à long terme
		78 963	1 726	-	-	-	-	80 689	
Dette à long terme	4c)	395 940	-	-	-	-	-	395 940	Dette à long terme
Instruments financiers dérivés		6 045	-	-	1 295	-	-	7 340	Instruments financiers dérivés
Impôts différés		764	-	-	-	-	-	764	Impôts différés passifs
		481 712	1 726	-	1 295	-	-	484 733	
Capitaux propres									Capitaux propres
Capital-actions		308 678	-	-	-	-	-	308 678	Capital-actions
Bons de souscription		-	-	-	-	-	-	-	Bons de souscription
Surplus d'apport		558	-	-	-	-	-	558	Surplus d'apport
Composante de capitaux propres des débitures convertibles	4c)	18 586	-	-	(18 586)	-	-	-	
Déficit	4a,c)	(529 319)	(1 726)	-	17 291	-	-	(513 754)	Déficit
		(201 497)	(1 726)	-	(1 295)	-	-	(204 518)	
		280 215	-	-	-	-	-	280 215	Total du passif et des capitaux propres

Rapprochement de la situation financière à l'avoir des actionnaires au 31 mars 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débenture convertible	Impôts différés	Écart de conversion		
Actifs									
Actif à court terme									
Trésorerie et équivalents de trésorerie		24 816	-	-	-	-	-	24 816	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Comptes débiteurs		64 475	-	-	-	-	-	64 475	Clients et autres débiteurs
Stocks		53 987	-	-	-	-	-	53 987	Stocks
Impôts différés	4d)	3 416	-	-	-	(3 416)	-	-	
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Frais payés d'avance		11 584	-	-	-	-	-	11 584	Charges payées d'avance
		158 278	-	-	-	(3 416)	-	154 862	
									Actif non courant
Immobilisations corporelles	4e)	20 954	-	-	-	-	284	21 238	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels		24 112	-	-	-	-	-	24 112	Actifs incorporels
Écarts d'acquisition		30 000	-	-	-	-	-	30 000	Goodwill
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Impôts différés	4d)	2 330	-	-	-	3 416	-	5 746	Impôts différés actifs
		235 674	-	-	-	-	284	235 958	
Passif									
Passif à court terme									
Comptes créditeurs et charges à payer	4a)	55 952	1 082	-	-	-	-	57 034	Fournisseurs et autres créditeurs
Impôts sur les bénéfices		17 428	-	-	-	-	-	17 428	Impôts sur les bénéfices
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Tranche à court terme de la dette à long terme		247	-	-	-	-	-	247	Tranche à court terme de la dette à long terme
		73 627	1 082	-	-	-	-	74 709	
									Passif non courant
Dette à long terme		119 734	-	-	-	-	-	119 734	Dette à long terme
Instruments financiers dérivés		-	-	-	-	-	-	-	Instruments financiers dérivés
Impôts différés		842	-	-	-	-	-	842	Impôts différés passifs
		194 203	1 082	-	-	-	-	195 285	
Capitaux propres									
Capital-actions		429 007	-	-	-	-	-	429 007	Capital-actions
Bons de souscription		24 430	-	-	-	-	-	24 430	Bons de souscription
Surplus d'apport	4c)	19 144	-	-	(18 586)	-	-	558	Surplus d'apport
Composante de capitaux propres des débetures convertibles	4a,c,e)	(431 110)	(1 082)	-	18 586	-	2 873	(410 733)	Déficit
Déficit	4e)	-	-	-	-	-	(2 589)	(2 589)	Cumul des autres éléments du résultat global
		41 471	(1 082)	-	-	-	284	40 673	Capitaux propres
		235 674	-	-	-	-	284	235 958	Total du passif et des capitaux propres

Rapprochement de la situation financière à l'avoir des actionnaires au 31 décembre 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débenture convertible	Impôts différés	Écart de conversion		
Actif									Actif
Actif à court terme									Actif courant
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 277	-	-	-	-	-	5 277	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Comptes débiteurs		123 194	-	-	-	-	-	123 194	Clients et autres débiteurs
Stocks		51 135	-	-	-	-	-	51 135	Stocks
Impôts différés	4d)	4 954	-	-	-	(4 954)	-	-	
Instruments financiers dérivés		414	-	-	-	-	-	414	Instruments financiers dérivés
Frais payés d'avance		11 039	-	-	-	-	-	11 039	Charges payées d'avance
		196 013	-	-	-	(4 954)	-	191 059	
									Actif non courant
Immobilisations corporelles	4e)	21 722	-	-	-	-	(221)	21 501	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels		23 615	-	-	-	-	-	23 615	Actifs incorporels
Goodwill		30 000	-	-	-	-	-	30 000	Goodwill
Instruments financiers dérivés		309	-	-	-	-	-	309	Instruments financiers dérivés
Impôts différés	4d)	2 143	-	-	-	4 954	-	7 097	Impôts différés actifs
		273 802	-	-	-	-	(221)	273 581	
Passif									Passif
Passif à court terme									Passif courant
Comptes créditeurs et charges à payer	4a,b)	60 590	1 628	468	-	-	-	62 686	Fournisseurs et autres créditeurs
Impôts sur les bénéfices		16 857	-	-	-	-	-	16 857	Impôts sur les bénéfices
Instruments financiers dérivés		970	-	-	-	-	-	970	Instruments financiers dérivés
Tranche à court terme de la dette à long terme		35	-	-	-	-	-	35	Tranche à court terme de la dette à long terme
		78 452	1 628	468	-	-	-	80 548	
									Passif non courant
Dette à long terme		125 507	-	-	-	-	-	125 507	Dette à long terme
Instruments financiers dérivés		19	-	-	-	-	-	19	Instruments financiers dérivés
Impôts différés		-	-	-	-	-	-	-	Impôts différés passifs
		203 978	1 628	468	-	-	-	206 074	
Capitaux propres									Capitaux propres
Capital-actions		429 007	-	-	-	-	-	429 007	Capital-actions
Bons de souscription		24 430	-	-	-	-	-	24 430	Bons de souscription
Surplus d'apport	4b,c)	19 798	-	770	(18 586)	-	-	1 982	Surplus d'apport
Composante de capitaux propres des débitures convertibles	4a,b,c,e)	(403 411)	(1 628)	(1 238)	18 586	-	5 039	(382 652)	Déficit
Déficit	4e)	-	-	-	-	-	(5 260)	(5 260)	Cumul des autres éléments du résultat global
		69 824	(1 628)	(468)	-	-	(221)	67 507	Capitaux propres
		273 802	-	-	-	-	(221)	273 581	Total du passif et des capitaux propres

Rapprochement du résultat net et du résultat global pour le trimestre terminé le 31 mars 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS	
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débenture convertible	Impôts différés	Écart de conversion			Autres
Chiffre d'affaires net		49 145	-	-	-	-	-	-	49 145	Chiffre d'affaires net
Coût des produits vendus	4e)	32 330	-	-	-	-	225	-	32 555	Coût des produits vendus
Marge brute		16 815	-	-	-	-	(225)	-	16 590	Marge brute
Frais de marketing et de publicité		2 634	-	-	-	-	-	-	2 634	Frais de marketing et de publicité
Frais de recherche et de développement		3 053	-	-	-	-	-	-	3 053	Frais de recherche et de développement
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	4e)	31 313	-	-	-	-	72	-	31 385	Autres frais de vente, de distribution et d'administration
Dépréciation des écarts d'acquisition / recouvrement du coût d'acquisition	4a)	900	(900)	-	-	-	-	-	-	Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise
Considération conditionnelle liée a une acquisition d'entreprise	4a)	-	168	-	-	-	-	-	168	
Perte de change sur débentures	4e)	1 501	-	-	-	-	(1 501)	-	-	Perte de change
Gain de change	4c,e)	(828)	-	-	-	-	1 030	-	202	
Bénéfice d'exploitation		(21 758)	732	-	-	-	174	-	(20 852)	Résultat d'exploitation
Charge d'intérêts et autres charges										
Intérêts sur la dette à long terme	4c, e)	10 051	88	-	-	-	-	1 243	11 382	Frais financiers
Gain sur règlement de dette	4c)	(140 344)	-	-	(1 295)	-	(2 699)	-	(144 338)	Gain sur règlement de dette
Amortissement des frais de financement reportés		1 130	-	-	-	-	-	(1 130)	-	
Autres intérêts		113	-	-	-	-	-	(113)	-	
		(129 050)	88	-	(1 295)	-	(2 699)	-	(132 956)	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		107 292	644	-	1 295	-	2 873	-	112 104	Résultat net avant impôts
Impôts sur les bénéfices										Impôts sur le résultat
Exigibles		6 840	-	-	-	-	-	-	6 840	Exigibles
Futurs		2 243	-	-	-	-	-	-	2 243	Différés
		9 083	-	-	-	-	-	-	9 083	
Bénéfice net		98 209	644	-	1 295	-	2 873	-	103 021	Résultat net de la période
Autres éléments du résultat étendu	4e)	-	-	-	-	-	(2 589)	-	(2 589)	Autres éléments du résultat global de la période
Résultat étendu		98 209	644	-	1 295	-	284	-	100 432	Résultat global

Rapprochement du résultat net et du résultat global pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 :

PCGRC	Note	PCGRC	Effets du passage aux IFRS					IFRS	IFRS	
			Regroupement d'entreprise	Rémunération à base d'actions	Réévaluation de la débeture convertible	Impôts différés	Écart de conversion			Autres
Chiffre d'affaires net		368 020	-	-	-	-	-	-	368 020	Chiffre d'affaires net
Coût des produits vendus	4e)	221 692	-	-	-	-	969	-	222 661	Coût des produits vendus
Marge brute		146 328	-	-	-	-	(969)	-	145 359	Marge brute
Frais de marketing et de publicité		19 360	-	-	-	-	-	-	19 360	Frais de marketing et de publicité
Frais de recherche et de développement		12 300	-	-	-	-	-	-	12 300	Frais de recherche et de développement
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	4a,e)	93 855	-	1 238	-	-	302	-	95 395	Autres frais de vente, de distribution et d'administration
Dépréciation des écarts d'acquisition / recouvrement du coût d'acquisition	4a)	900	(900)	-	-	-	-	-	-	
Considération conditionnelle liée à une acquisition d'entreprise		-	671	-	-	-	-	-	671	Considération conditionnelle liée à une acquisition d'entreprise
Perte de change sur débetures	4e)	4 096	-	-	-	-	(4 096)	-	-	Perte de change
Gain de change		(906)	-	-	-	-	485	-	(421)	
Bénéfice d'exploitation	4a,c,e)	16 723	229	(1 238)	-	-	2 340	-	18 054	Résultat d'exploitation
Charge d'intérêts et autres charges										
Intérêts sur la dette à long terme	4a, c)	22 530	131	-	-	-	-	3 112	25 773	Frais financiers
Gain sur règlement de dette	4c)	(140 344)	-	-	(1 295)	-	(2 699)	-	(144 338)	Gain sur règlement de dette
Amortissement des frais de		2 536	-	-	-	-	-	(2 536)	-	
Autres intérêts		576	-	-	-	-	-	(576)	-	
		(114 702)	131	-	(1 295)	-	(2 699)	-	(118 565)	
Bénéfice avant impôts sur les Impôts sur les bénéfices		131 425	98	(1 238)	1 295	-	5 039	-	136 619	Résultat net avant impôts Impôts sur le résultat
Exigibles		3 185	-	-	-	-	-	-	3 185	Exigibles
Différés		2 332	-	-	-	-	-	-	2 332	Différés
		5 517	-	-	-	-	-	-	5 517	
Bénéfice net		125 908	98	(1 238)	1 295	-	5 039	-	131 102	Résultat net de la période
Autres éléments du résultat étendu	4e)	-	-	-	-	-	(5 260)	-	(5 260)	Autres éléments du résultat global de la période
Résultat étendu		125 908	98	(1 238)	1 295	-	(221)	-	125 842	Résultat global

Ajustements IFRS (y compris les exceptions et les choix)

a) Regroupements d'entreprises

La Société a choisi d'appliquer IFRS 3, « Regroupements d'entreprises », prospectivement aux regroupements d'entreprises réalisés après sa date de transition. En conséquence, les soldes établis selon les PCGR du Canada se rapportant à des regroupements d'entreprises conclus avant cette date, y compris le goodwill, ont été reportés sans ajustement. De plus, la Société a comptabilisé une considération conditionnelle payable à des anciens actionnaires qui sont actuellement des employés de la Société au montant de 1,7 M\$ au 1^{er} janvier 2010, de 1,1 M\$ au 31 mars 2010 et de 1,6 M\$ au 31 décembre 2010.

b) Rémunération fondée sur des d'actions

La Société a choisi de ne pas appliquer les dispositions de IFRS 2, « Rémunération fondée sur des actions », aux instruments de capitaux propres attribués le ou avant le 7 novembre 2002, ou attribués après cette date mais qui n'ont pas été acquis avant la date de transition.

Selon les IFRS, la Société comptabilise le coût des options sur actions attribuées aux membres du personnel sur la période d'acquisition au moyen du mode d'amortissement graduel plutôt que du mode d'amortissement linéaire, méthode comptable de la Société selon les PCGR du Canada. Toutes les options attribuées à la date de transition ont été acquises et, en conséquence, n'avaient aucune incidence sur la transition. Les options émises en 2010 ont accru le surplus d'apport et réduit les bénéfices non répartis et accru les autres frais de ventes, de distribution et d'administration de 0,8 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010. Les unités d'actions émises en 2010, ont accru le passif, sous paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie, et réduit les bénéfices non répartis et accru les autres frais de ventes, de distribution et d'administration de 0,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.

c) Dette convertible

Selon les IFRS, puisque la composante de capitaux propres de la dette convertible est libellée en dollars canadiens, le détenteur bénéficie d'une option écrite lui permettant d'échanger l'option contre un nombre déterminé d'actions libellées dans la monnaie de fonctionnelle. Cette option constitue un instrument financier dérivé qui a d'abord été comptabilisé à la juste valeur et mesuré subséquemment à la juste valeur par le biais du résultat net. Sous les PCGR du Canada, cette option était classée comme capitaux propres et les modifications de la juste valeur n'étaient pas comptabilisées. Ce changement de traitement comptable a réduit la composante de capitaux propres des débetures convertibles de 18,6 M\$, accru la valeur de l'instrument financier dérivé de 1,3 M\$ et accru le déficit de 17,3 M\$ au 1^{er} janvier 2010.

Avant l'opération de restructuration du capital, la Société avait déterminé qu'il n'y avait aucun changement à la juste valeur. Les débetures convertibles ont été remboursées le 31 mars 2010, dans le cadre de l'opération de restructuration du capital de la Société, décrite à la note 8.

d) Passifs d'impôt différé

Selon IAS 12, « Charge d'impôt », il ne convient pas de classer les soldes d'impôt différé comme courants, quel que soit le classement des actifs ou des passifs auxquels l'impôt sur le résultat différé correspond ou le moment prévu du renversement des différences. Selon les PCGR du Canada, l'impôt différé associé aux actifs courants ou aux passifs courants doit être classé comme courant. En conséquence, l'impôt différé courant de 4,2 M\$ comptabilisé selon les PCGR du Canada au 1^{er} janvier 2010 (5,0 M\$ au 31 décembre 2010) a été reclassé comme non courant selon les IFRS.

e) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Bilan d'ouverture IFRS

Selon les IFRS, le cadre conceptuel servant à déterminer la monnaie fonctionnelle est similaire à celui utilisé pour établir la monnaie de mesure sous les PCGR du Canada; cependant, en vertu de l'IAS 21, « *Effets des variations des cours des devises* », les indicateurs permettant de déterminer la monnaie fonctionnelle sont séparés en indicateurs principaux et secondaires. Les indicateurs principaux sont étroitement liés à l'environnement économique principal dans lequel l'entité est active et on leur accorde plus de poids. Les indicateurs secondaires apportent une preuve additionnelle afin d'aider à déterminer la monnaie fonctionnelle de l'entité. Les indicateurs principaux se voient attribuer une pondération plus importante sous les IFRS que sous les PCGR du Canada.

Lors de la transition, la Société a mené une évaluation des monnaies fonctionnelles historiques de toutes les entreprises du groupe selon les exigences des IFRS. Selon cette évaluation, toutes les entreprises du groupe ont conservé la même monnaie fonctionnelle que sous les PCGR du Canada – le dollar US – à l'exception de deux exploitations étrangères, en Australie et au Mexique, où il a été déterminé que la monnaie locale aurait du constituer la monnaie fonctionnelle. Le changement de monnaie fonctionnelle historique a exigé le reclassement rétroactif des données de ces filiales dans leur monnaie locale, selon la méthode prescrite par l'IAS 21. L'impact cumulatif de la conversion historique de ces entités de leur monnaie locale en dollars US, la monnaie de présentation, a été comptabilisé dans le compte des ajustements de conversion cumulatifs.

Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, la Société a choisi de remettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion, qui aurait autrement inclus les gains et les pertes historiques provenant de cette conversion des activités étrangères. Puisque l'impact de ce reclassement n'avait pas d'incidence significative sur le bilan au 1^{er} janvier 2010, aucun montant n'a été inclus dans le rapprochement aux PCGR du Canada.

Post transition

Tel que mentionné plus haut, aux fins historiques tant pour les IFRS que pour les PCGR du Canada, la monnaie fonctionnelle retenue pour la société mère, « MEGA Brands Inc. », est le dollar US. À la suite de l'opération de restructuration du capital survenue le 30 mars 2010, la révision de la monnaie fonctionnelle de la société mère a été entreprise à la lumière des indicateurs principaux et secondaires révisés, tel que prescrit dans l'IAS 21, et la direction en a conclu que, pour l'avenir, la monnaie fonctionnelle la plus appropriée pour la société mère serait le dollar canadien. Le changement prospectif de la monnaie fonctionnelle de la société mère à partir du 1^{er} janvier 2010 et le changement rétrospectif des monnaies de fonctionnement des activités étrangères, en Australie et au Mexique, auraient les effets suivants sur les montants précédemment déclarés en 2010 selon les PCGR du Canada : des pertes de 5,1 M\$, de 0,1 M\$ et de 0,1 M\$, respectivement.

f) Autres

La Société a reclassé l'amortissement des frais de financement différés et autres charges d'intérêt au poste « frais financiers » au compte de résultat.

Ajustements à l'état consolidé des flux de trésorerie

Le passage des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie générés par la Société sinon que, selon les IFRS, les flux de trésorerie liés aux intérêts et aux impôts sont classés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de la même façon à chaque période. Selon les PCGR du Canada, les flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts étaient classés au titre d'information supplémentaire.

Autres informations liées aux IFRS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Puisque ces états financiers consolidés intermédiaires sont les premiers états financiers consolidés de la Société préparés selon les IFRS, certaines divulgations exigées dans les états financiers annuels préparés selon les IFRS, qui ne figuraient pas dans les états financiers annuels les plus récents de la Société préparés selon les PCGR du Canada, ont été incluses dans ces états financiers pour la période annuelle comparable.



a) Coûts des avantages du personnel

	Douze mois terminés le 31 décembre 2010
	\$
Salaires et autres bénéfices marginaux (incluant bonus)	70 555
Rémunération à base d'actions	1 424
Prime de départ	695
	72 674

b) Frais financiers

	Douze mois terminés le 31 décembre 2010
	\$
Charge d'intérêts sur la débenture garantie	10 279
Charge d'intérêts sur l'emprunt à terme B, facilité à terme renouvelable et le sw ap de taux d'intérêt	7 952
Amortissement des frais de financement reportés	2 536
Charge d'intérêts sur la débenture convertible	1 984
Intérêts à payer sur les débentures	1 758
Autres	1 264
Frais financiers	25 773

c) Clients et autres débiteurs

	Douze mois terminés le 31 décembre 2010
	\$
Clients	119 095
Autres débiteurs	4 099
	123 194

Au 31 décembre 2010, des clients et autres débiteurs de 17,8 M\$ étaient en souffrance mais non dépréciés. De ce montant, 16,0 M\$ étaient en souffrance depuis moins de 30 jours. L'analyse chronologique de ces clients et autres débiteurs se lit ainsi :

	Douze mois terminés le 31 décembre 2010
	\$
Courant	101 257
En souffrance jusqu'à 3 mois	17 836
En souffrance plus de 3 mois	2
	119 095

Au 31 décembre, les clients et autres débiteurs ne contenaient aucun actif déprécié.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est limitée à la valeur comptable de chacune des classes de clients et autres débiteurs mentionnées plus haut. La Société ne détient aucune couverture en guise de sûreté.

La valeur comptable des clients et autres débiteurs de la Société est libellée dans les devises suivantes :

Monnaie	
(en milliers de dollars US)	\$
Dollar américain	70 743
Euro	13 155
Dollar canadien	9 842
Autres	29 454
	123 194

Les autres monnaies sont principalement la livre britannique, le peso mexicain et le dollar australien.

d) Instruments financiers dérivés

	Au 31 décembre 2010	
	Actifs	Passifs
	\$	\$
Contrats de change	723	989
Moins la partie à court terme	414	970
Instruments financiers dérivés non courants	309	19

Le notionnel des contrats de change à terme était de 42,7 M\$ au 31 décembre 2010.

e) Apparentés

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs de la Société et les membres de la haute direction. La rémunération accordée aux principaux dirigeants se composait des éléments suivants :

	Douze mois terminés le 31 décembre 2010
	\$
Salaires et autres bénéfices marginaux	4 397
Rémunération à base d'actions	1 725
	6 122

5. Nature saisonnière des activités

Par le passé, les deux derniers trimestres de l'exercice ont toujours présenté un niveau d'activités plus élevé et produit de meilleurs résultats que les deux premiers trimestres.

6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte d'une conversion présumée de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

	Trimestres terminés les 31 mars,	
	2011	2010
	\$	\$
Résultat net attribuable aux action ordinaire	(9 264)	103 021
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	327 273 220	43 071 336
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)	2,39

L'effet dilutif des options sur actions et des bons de souscription pour les trimestres terminés les 31 mars 2011 et 2010 est nul, étant donné leur effet antidilutif.



7. Immobilisation corporelles

	Bâtiments	Matériel et outillage	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1^{er} janvier 2010					
Coût	19	106 684	11 491	7 565	125 759
Amortissement cumulé	6	89 414	9 431	5 698	104 549
Montant net	13	17 270	2 060	1 867	21 210
Période terminée au 31 décembre 2010					
Montant net au début	13	17 270	2 060	1 867	21 210
Acquisitions	-	9 130	872	153	10 155
Dispositions	-	-	-	-	-
Amortissement pour la période	1	8 384	1 030	1 342	10 757
Effet de change	-	757	72	64	893
Montant net de la fin	12	18 773	1 974	742	21 501
Au 31 décembre 2010					
Coût	19	120 922	12 845	8 034	141 820
Amortissement cumulé	7	102 149	10 871	7 292	120 319
Montant net	12	18 773	1 974	742	21 501
Période terminée le 31 mars 2011					
Montant net au début	12	18 773	1 974	742	21 501
Acquisitions	-	8 103	297	175	8 575
Dispositions	-	-	-	-	-
Amortissement pour la période	-	1 974	221	208	2 403
Effet de change	-	1 113	106	95	1 314
Montant net de la fin	12	26 015	2 156	804	28 987
Au 31 mars 2011					
Coût	19	136 546	13 853	8 674	159 092
Amortissement cumulé	7	110 531	11 697	7 870	130 105
Montant net	12	26 015	2 156	804	28 987

La Société loue différents équipements informatiques, machinerie et équipements en vertu de contrats de location-acquisition non résiliables. Ces contrats comportent des échéances variant d'un à deux ans.

Une dépréciation de 2,4 M\$ (2010 – 2,5 M\$) est comprise dans le compte du résultat, dans le coût des produits vendus et autres frais de vente, de distribution et d'administration.



8. Dette à long terme

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
	\$	\$	\$
Débetures garanties	135 866	132 142	-
Emprunt à terme B, échéant en juillet 2012 (facilité de crédit de 260,0 M\$ payable à raison de 0,25 % trimestriellement et 93,25 % à échéance) - Payée le 30 mars 2010	-	-	248 950
Facilité à terme renouvelable (facilité de crédit renouvelable de 96,9 M\$) - Payée le 30 mars 2010	-	-	96 000
Débetures convertibles - Payée le 30 mars 2010	-	-	55 654
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, échéant à diverses dates jusqu'en juillet 2011	29	44	390
	135 895	132 186	400 994
Moins l'amortissement des frais de financement reportés	6 303	6 644	4 110
	129 592	125 542	396 884
Moins la partie à court terme de la dette à long terme	26	35	944
	129 566	125 507	395 940

a) Le 30 mars 2010, la Société a réglé la totalité de sa dette garantie de premier rang et de ses débetures convertibles non garanties en cours dans le cadre d'une opération de restructuration du capital, comme suit :

- La Société a complété un placement privé pour un produit brut de 121,3 M\$. Ce financement comportait l'émission de 62 572 unités privées au prix de 2 000 \$ CA par unité. Chaque unité privée était composée d'une débeture, de 2 000 actions ordinaires et de 2 000 bons de souscription.
- La Société a complété un financement en prise ferme pour un produit brut de 70,0 M\$ (71,5 M\$ CA). Ce financement comportait l'émission d'unités-créances au prix de 1 000 \$ CA par unité. Chaque unité-créance était composée d'une débeture et de 800 bons de souscription.
- La Société a complété un financement en prise ferme pour un produit brut de 37,9 M\$ (38,5 M\$ CA). Ce financement comportait l'émission d'unités-actions au prix de 100 \$ CA par unité. Chaque unité-actions était composée de 200 actions ordinaires et de 120 bons de souscription.
- Le produit tiré de ces placements a été désigné pour le règlement de la dette garantie de rang supérieur de la Société et a été entiercé jusqu'au 30 mars 2010, la date à laquelle l'opération de restructuration du capital a été réalisée.
- À la clôture de l'opération, la Société a également émis 73 216 982 actions ordinaires dans le cadre du règlement de sa dette garantie de rang supérieur, pour une juste valeur de 31,3 M\$.
- En outre, la Société a émis des unités privées pour une juste valeur estimée à 15,0 M\$ en règlement de la totalité de ses débetures convertibles. L'émission comportait 7 650 unités. Chaque unité privée était composée d'une débeture, de 2 000 actions ordinaires et de 2 000 bons de souscription.



b) Au 30 mars 2010, les unités privées, les unités-créances et les unités-actions émises dans le cadre de l'opération ont été converties ou se sont séparées en actions ordinaires, bons de souscription et/ou débetures selon le nombre et selon les conditions qui y sont respectivement indiqués, comme suit :

- Débetures garanties d'un capital de 141,7 M\$. Les débetures sont libellées en dollars canadiens et portent intérêt à 10 % par année, payable deux fois par année à terme échu au 30 juin et 31 décembre à chaque année jusqu'à la date d'échéance en 2015. La juste valeur initiale des débetures était de 126,3 M\$.
- 290 660 982 actions ordinaires (composées de 73 216 982 actions ordinaires émises aux porteurs de la dette garantie de rang supérieur, de 15 300 000 actions ordinaires émises aux porteurs de débetures convertibles et de 202 144 000 actions ordinaires émises aux souscripteurs du placement privé et des financements en prise ferme). Au 30 mars 2010, la juste valeur des actions ordinaires émises était de 123,7 M\$.
- 243 844 000 bons de souscription (composés de 15 300 000 bons de souscription émis aux porteurs de débetures convertibles et de 228 544 000 bons de souscription émis aux souscripteurs du placement privé et des financements en prise ferme). Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice de 0,50 \$ CA à tout moment jusqu'au 30 mars 2015.

La juste valeur des bons de souscription a été calculée selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes en utilisant les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque :	2,75 %
Date d'expiration :	30 mars 2015
Volatilité historique :	50 %
Dividendes attendus :	Nul

En conséquence, la juste valeur initiale des bons de souscription a été estimée à 24,4 M\$ (déduction faite des frais de transaction de 1,0 M\$).

- c) Les débetures garanties de rang supérieur sont des obligations de premier rang directes de la Société et bénéficient d'une charge de premier rang sur les biens affectés prioritairement aux débetures et d'une charge de troisième rang sur les biens affectés prioritairement à la facilité de crédit adossée à des actifs.
- d) Les frais de transaction ont été répartis entre les débetures garanties, les actions ordinaires et les bons de souscription selon la juste valeur de chaque instrument.
- e) Certains des administrateurs de la Société, y compris des membres de la haute direction qui sont des administrateurs, ont participé au financement par placement privé. Le montant total des débetures détenues par des administrateurs au 31 mars 2011 était de 9,2 M\$ CA. Les transactions avec les administrateurs et des membres de la haute direction ont été effectuées aux mêmes termes et conditions que celles avec les autres détenteurs de débetures.



Le tableau suivant présente le calendrier des remboursements de capital de la Société au cours des cinq prochaines années.

Année	Obligations en vertu de contrats de location-acquisition			Débentures garanties	Remboursement de capital total
	Versements minimaux	Intérêts	Capital		
	\$	\$	\$		
31 mars 2012	26	1	25	7 292	7 317
31 mars 2013	4	-	4	7 292	7 296
31 mars 2014	-	-	-	14 583	14 583
31 mars 2015	-	-	-	116 668	116 668
Plus de cinq ans	-	-	-	-	-
	30	1	29	145 835	145 864

Engagements

Les débentures ne contiennent aucun engagement financier, mais la Société doit respecter certaines clauses restrictives non financières. Au 31 mars 2011, la Société respectait tous ses engagements.

Facilité de crédit adossée à des actifs

Le 30 mars 2010, la Société a conclu une entente relative à une facilité de crédit adossée à des actifs (« FCA »). La FCA aura une durée de 36 mois avec une limite d'emprunt de 45 M\$. Selon les conditions de la FCA, la Société n'est assujettie à aucun engagement financier. Cependant, la convention de crédit FCA renferme certains engagements non financiers. Au 31 mars 2011, aucun montant n'avait été tiré de la facilité de crédit et la Société respectait tous ses engagements.

Les obligations aux termes de la FCA sont garanties par i) une sûreté de premier rang grevant l'ensemble des comptes, des comptes clients, actuels et futurs, exception faite des comptes clients pour lesquels les débiteurs sont situés à l'extérieur du Canada et des États-Unis et qui sont vendus ou financés aux termes des facilités renouvelables additionnelles, des stocks, des comptes de dépôt et des immeubles détenus à titre d'investissement, et l'ensemble des biens incorporels généraux, des actes mobiliers, des documents, des obligations de soutien, des lettres de crédit, des lettres de droit de crédit et des autres actifs actuels et futurs liés aux comptes et aux comptes clients, aux stocks, aux comptes de dépôt et aux immeubles détenus à titre d'investissement, ainsi que l'ensemble des produits et du produit tiré de ceux-ci et ii) une sûreté de deuxième rang grevant la totalité des immeubles, des tenures à bail sur les immeubles, la quasi-totalité de l'équipement et des autres immobilisations corporelles liées aux immeubles actuels et futurs et les actions ou les autres titres de participation ou participations dans les filiales et les membres du même groupe de chaque partie liée au crédit et l'ensemble des produits et du produit tiré de ceux-ci.

9. Capital-actions, bons de souscription et surplus d'apport

Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.



Émis et en circulation

	31 mars 2011		31 décembre 2010	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de l'exercice	327 273 220	429 007	36 612 202	308 678
Émission d'actions en contrepartie d'espèces	-	-	202 144 000	85 859
Émission d'actions en règlement de dettes	-	-	88 517 018	37 869
Frais d'émission d'actions	-	-	-	(3 399)
Solde à la fin de l'exercice	327 273 220	429 007	327 273 220	429 007

Bons de souscription

La Société a émis 243 844 000 bons de souscription au prix d'exercice de 0,50 \$ CA et chaque bon permet au détenteur d'acheter une action ordinaire jusqu'à son expiration le 30 mars 2015. La juste valeur initiale des bons de souscription est de 24,4 M\$, déduction faite de frais de transaction de 1,0 M\$ (note 3). Le produit de l'exercice des bons de souscription est soumis à des restrictions contractuelles et sera affecté au rachat des débetures de la Société.

10. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'unités d'actions différées

Le 31 mars 2011, la Société a attribué 99 282 unités d'actions différées (82 672 pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010) dans le cadre de son régime d'unités d'action différées à l'intention de ses administrateurs indépendants et a inscrit une provision de 0,4 M\$ (0,2 M\$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010).

11. Note aux états consolidés des flux de trésorerie

Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation

	Trimestres terminés les 31 mars,	
	2011	2010
	\$	\$
Clients et autres débiteurs	44 498	48 042
Stocks	(13 481)	(7 740)
Charges payées d'avance	576	1 222
Fournisseurs et autres créditeurs	(11 946)	(4 729)
Écart de conversion lié aux éléments du fonds de roulement	2 564	(3 481)
	22 211	33 314

12. Gestion du risque financier

Facteurs de risques financiers

La Société est exposée à des risques d'importance diverse qui pourraient affecter sa capacité de réaliser ses objectifs stratégiques de croissance. Le processus de gestion des risques de la Société a pour principal objectif d'assurer que les risques soient correctement identifiés et que l'apport en capital soit adéquat à l'égard de ces risques. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ci-dessous.

a) Risque de liquidité

Par risque de liquidité, on entend les risques associés au fait que la Société ne serait pas en mesure de respecter ses obligations financières au moment où elles deviennent exigibles ou qu'elle ne pourrait le faire qu'à un coût excessif. La Société gère ce risque en maintenant des prévisions détaillées de la trésorerie, ainsi que des plans stratégiques et d'exploitation à long terme. La gestion de la trésorerie consolidée exige un suivi constant des encaissements et des déboursés, réalisé par la prévision détaillée de la situation de trésorerie consolidée de la Société, permettant d'assurer une utilisation adéquate et efficiente de sa trésorerie. La suffisance de la trésorerie est évaluée à la lumière des besoins saisonniers et des échéances de la dette. La Société est toujours à l'affût d'occasions de financement qui lui permettraient d'optimiser sa structure du capital et de maintenir la souplesse financière appropriée.

Les échéances contractuelles sur les passifs financiers de la Société sont les suivantes au 31 mars 2011 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Entre deux et trois ans	Entre quatre et cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créditeurs	54 280	54 280	54 280	-	-
Débitures garanties	145 835	199 064	21 875	48 855	128 334
Contrats de change	1 150	1 150	1 112	38	-
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	29	31	26	5	-

b) Risques de marché

i) Risques associés aux devises étrangères

La Société est exposée à des risques de marché imputables aux fluctuations des taux de change, principalement aux fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport à l'euro et la livre sterling pour ses activités internationales et la variation du \$CA par rapport au \$US pour ses activités canadiennes. La politique de la Société consiste à stabiliser le bénéfice en limitant son exposition aux fluctuations du change, principalement grâce à l'utilisation de contrats de change à terme. L'approche de gestion du risque de la Société consiste à mettre en place des mécanismes de couverture pour une période maximale de 24 mois. Sa politique de couverture interdit catégoriquement les opérations de change spéculatives. En matière de contrat de change à terme, la Société traite uniquement avec des institutions financières bien établies.

Le tableau suivant présente une information sommaire sur les engagements de la Société au titre des contrats de change au 31 mars 2011 :

Contrats de change	Notionnel	Taux de change moyen	Date d'échéance	Équivalent du notionnel	Juste valeur marchande
				\$	\$
Vente - Dollars US contre dollar canadien	8 500	1,0676	août-12	9 075	800
- Euros contre dollars US	15 150	1,3019	déc. 2012	19 724	(1 644)
- Livres sterling contre dollars US	5 850	1,5473	dec. 2012	9 052	(306)

Le tableau suivant illustre la sensibilité des résultats de la Société à une hausse de 10 % du dollar canadien, de l'euro, de la livre sterling et du peso mexicain, que la direction croit être raisonnablement réalisable, sur les résultats libellés en dollars américains. L'analyse de sensibilité tient compte des éléments monétaires libellés en monnaies étrangères et ajuste leur conversion en fin de période pour tenir compte d'une modification de 10 % des taux de change des monnaies étrangères.

Monnaie	Trimestre terminé le 31 mars 2011	
	Résultat net	Capitaux propres
(en milliers de dollars US)	\$	\$
\$CA	-	(11 596)
Euro	630	-
Livre sterling	580	-
Peso mexicain	-	1 734

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est un risque associé à la fluctuation des flux de trésorerie futurs provenant d'un instrument financier, en raison de changements survenant dans le marché des taux d'intérêts.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations pouvant survenir sur les taux d'intérêts appliqués aux équivalents de trésorerie et aux placements à court terme, qui profitent d'intérêts aux taux du marché, et à la facilité de crédit adossée à des actifs qui fluctue selon les taux d'intérêts. Au 31 décembre 2010, la Société n'avait aucun risque de taux associé à la facilité de crédit adossée à des actifs, car aucun montant n'avait été prélevé.

La Société n'utilise aucun instrument financier dérivé pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère ce risque en maximisant les revenus d'intérêts qu'elle reçoit sur ses fonds excédentaires, tout en conservant la trésorerie nécessaire au maintien de son exploitation quotidienne.

c) Risque de crédit

Le risque de crédit consiste en une perte imprévue survenant lorsqu'un client ou une tierce partie à un instrument financier fait défaut à ses obligations contractuelles. La Société réduit ses risques associés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux dépôts auprès de banques et institutions financières en traitant avec des institutions financières solvables.

Les débiteurs de la Société sont composés de factures envoyées à des clients, moins les provisions associées aux programmes de rabais et incitatifs offerts aux clients. Ce risque est réduit par l'analyse de la situation financière de ses clients et par la révision régulière de leurs limites de crédit, ainsi qu'en prenant des mesures d'atténuation du risque de perte par l'obtention d'une assurance crédit. En raison de la diversité géographique de ses clients et des procédures associées à la gestion de ses risques commerciaux, la Société croit qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit.

Estimations de la juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur à la date du bilan, en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur comptable de la dette à long terme de la Société, établie selon des prix cotés sur un marché actif, diffère de la valeur comptable. La juste valeur est d'environ 157,5 M\$ et porte intérêt à un taux fixe.

La Société répartit ses instruments financiers évalués à la juste valeur selon les niveaux suivants :

- Niveau 1 – utilisation des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques;
- Niveau 2 – utilisation des données observables pour les actifs et les passifs autres que des prix cotés qui ne sont pas compris au niveau 1, soit directement (les prix) ou indirectement (tirées des prix);
- Niveau 3 – utilisation des données pour les actifs et les passifs qui ne sont pas basées sur des données observables.



La juste valeur des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur au bilan au 31 mars 2011 s'établit comme suit :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change	-	(1 150)	-	(1 150)
	-	(1 150)	-	(1 150)

Gestion des risques liée au capital

Le capital se définit comme la dette à long terme moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et le capital-actions, le surplus d'apport et le déficit. Le tableau suivant résume certains renseignements sur la structure de capital de la Société à la fin de chaque période :

	31 mars 2011	31 décembre 2010	1er janvier, 2010
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(16 574)	(5 277)	(26 763)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	129 592	125 542	396 884
	113 018	120 265	370 121
Capitaux propres (insuffisance) excluant les autres éléments du résultat global	64 038	72 767	(204 518)
Total capital	177 056	193 032	165 603

13. Engagements et éventualités

- La Société est impliquée dans divers litiges survenant dans le cours normal de ses activités. La Société n'est pas en mesure d'évaluer l'issue de ces procédures en ce moment. La Société est d'avis que l'issue de ces procédures n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.
- En août 2008, un recours collectif visant la Société a été déposé à la Cour de district des États-Unis pour le District du New Jersey au nom des personnes ayant acheté ou reçu en cadeau aux États-Unis des jouets magnétiques assujettis aux rappels de produits de la Société, annoncés en mars 2007, avril 2007 et mars 2008. La Société croit avoir un potentiel de défense méritoire contre le recours cité plus haut et elle entend le contester avec vigueur.

La Société est également défenderesse dans d'autres causes survenues dans le cours normal de ses activités. Il n'est pas possible d'affirmer qu'aucun autre incident, poursuite ou réclamation ne se présentera, ni qu'aucune autre enquête de la *Consumer Products Safety Commission* des États-Unis ou d'un autre organisme de réglementation ne sera entreprise relativement aux produits MAGNETIX ou à tout autre produit, ni n'entraînera aucun autre rappel de produits.



14. Informations sectorielles

Informations sectorielles	Trimestres terminés les 31 mars,	
	2011	2010
(en milliers de dollars US)	\$	\$
Chiffre d'affaires net		
Jouets	37 732	32 356
Papeterie et jeux d'activités	13 304	16 789
	51 036	49 145
Résultat d'exploitation		
Jouets	(2 512)	(15 521)
Papeterie et jeux d'activités	(4 015)	(5 331)
	(6 527)	(20 852)
Informations par secteur géographique		
(en milliers de dollars US)	\$	\$
Chiffre d'affaires net		
Amérique du Nord ¹⁾	31 616	33 379
International	19 420	15 766
	51 036	49 145
Résultat d'exploitation		
Amérique du Nord	(3 405)	(14 341)
International	(3 122)	(6 511)
	(6 527)	(20 852)
Amortissement des immobilisations corporelles		
Amérique du Nord	2 298	2 372
International	211	285
	2 509	2 657
Immobilisations corporelles, actifs incorporels et goodwill		
Amérique du Nord ²⁾	58 280	50 231
International	24 216	25 119
	82 496	75 350

¹⁾ Inclut un chiffre d'affaires net de 3,9 M\$ réalisé au Canada pour les trois mois terminés le 31 mars 2011 (2,0 M\$ en 2010).

²⁾ Inclut les immobilisations corporelles au Canada de 26,6 M\$ en 2011 (17,6 M\$ en 2010).

14. Événement postérieur à la date du bilan

Le 8 avril 2011, la Société a annoncé une offre visant le rachat d'un capital maximum de 20,0 M\$ de ses débetures garanties de rang supérieur à 10 % émises et en circulation échéant le 31 mars 2015 au prix de 1 060,00 \$ CA (majoré de l'intérêt couru et impayé) par tranche de 1 000,00 \$ du capital des débetures.